

Jean-Claude Daumas, *La Révolution matérielle. Une histoire de la consommation France XIX^e - XX^e siècles*, Paris, Flammarion, 2018, 590 p.

Marie-Emmanuelle Chessel



Si les travaux sur la consommation se sont multipliés depuis les années 1990, en France et ailleurs, il n'existait pas encore de grand ouvrage de synthèse relatif à l'histoire de la consommation en France. Le livre de Jean-Claude Daumas, qui était attendu et qui fait presque 600 pages, répond parfaitement à cet objectif et deviendra sans aucun conteste une référence, tout comme celui de Lizabeth Cohen pour les États-Unis (*A Consumers' Republic*) ou celui de Frank Trentmann pour l'Europe (*Empire of Things*)¹.

Cet ouvrage est avant tout un livre d'histoire économique et sociale. L'approche est ouvertement revendiquée et tenue, du début à la fin. On le comprend en lisant les notes, rassemblées en fin d'ouvrage et qui constituent une mine d'informations même si on aurait aimé que l'éditeur accepte qu'il y ait aussi une bibliographie permettant de retrouver plus facilement les ouvrages cités dans les notes. On retrouve ainsi de grands noms de l'histoire économique et sociale, et en premier lieu l'historien Yves Lequin, dont la thèse sur les ouvriers lyonnais est relue ici avec bonheur². Certes, la dimension culturelle n'est pas abandonnée comme en témoignent par exemple les importantes références aux travaux de Daniel Roche et de ses condisciples³. Mais il s'agit d'une certaine conception du culturel, ancrée dans le social et non « décontextualisée » (contrairement à d'autres travaux auxquels l'auteur consacre des pages féroces). L'ouvrage témoigne ainsi de la vitalité de l'histoire économique et sociale, qui met l'accent sur les pratiques des acteurs et se méfie des discours normatifs.

Ne nous y trompons pas : l'ouvrage n'est pas composé que de chiffres ; il comprend même de nombreuses citations, le plus souvent savoureuses. Mais ces dernières

¹ Lizabeth Cohen, *A Consumers' Republic. The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Alfred A. Knopf, 2003, 567 p. ; Frank Trentmann, *Empire of Things. How We Became a World of Consumers, from the Fifteenth Century to the Twenty-First*, Londres/New York, Allen Lane/Penguin/HarperCollins, 2016, 880 p.

² Yves Lequin, *Les ouvriers de la région lyonnaise, 1848-1914*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1977.

³ Daniel Roche, *Histoire des choses banales. Naissance de la consommation dans les sociétés traditionnelles (XVII^e-XIX^e siècle)*, Paris, Fayard, 1997.

visent surtout à faire comprendre comment évolue le « monde des biens » d'une période à l'autre. Ainsi en est-il par exemple de la citation de l'écrivain Jean Guéhenno, fils d'un cordonnier d'une petite ville industrielle de Bretagne. Dans son autobiographie, *Journal d'un homme de 40 ans*, il décrit en 1934 la maison de son enfance : « Nous n'avions qu'une seule chambre. On y travaillait, on y mangeait, on y dormait, même certains soirs on y recevait des amis. Autour des murs il avait fallu ranger deux lits, une table, deux armoires, un buffet, le tréteau du fourneau à gaz, accrocher les casseroles, les photographies de famille, celles du Czar et du président de la République (...) et sous la fenêtre la machine à coudre de sa mère, le bahut de son père et le grand baquet d'eau dans lequel trempaient toujours des cambrures et des semelles » (cité p. 185).

Comme Lizabeth Cohen, Jean-Claude Daumas écrit une histoire nationale, qui laisse une bonne place aux différences régionales. Les circulations y sont certes traitées en ce qui concerne les Trente Glorieuses, à propos par exemple de l'influence américaine. Mais le propos consiste surtout à faire un panorama aussi exhaustif que possible des pratiques de consommation en France à l'époque contemporaine. Ainsi, à rebours du travail de Frank Trentmann, la dimension comparative, le rôle des transferts et des circulations de marchandises, et la dimension coloniale y sont volontairement peu évoqués.

L'ouvrage présente cinq « régimes de consommation », de 1840 jusqu'au début du XXI^e siècle. Ce concept – déjà utilisé par quelques chercheurs comme Victoria de Grazia ou Roberta Sassatelli – permet d'articuler le type de consommation et les groupes sociaux concernés (consommation de luxe pour un petit nombre, consommation élargie, consommation de masse). La question centrale est : qui consomme quoi à quel moment ? Ainsi la première période, au XIX^e siècle, concerne un « régime dualiste qui associe consommation de luxe et consommation de nécessité ». La deuxième période, à la Belle Époque, héberge une consommation « élargie à toute la société » mais qui « reste marquée par de profondes dénivellations ». La période de l'entre-deux-guerres est marquée par « le blocage du passage à la consommation de masse ». La consommation de masse triomphe dans les Trente Glorieuses. Enfin, la période contemporaine est traitée autour du contexte de faible croissance, de « délitement de la société salariale et d'individualisation croissante des comportements » (p. 16).

Cette vision de (relative) longue durée permet d'avoir une vue d'ensemble qu'on perd parfois quand on travaille sur une seule période de l'époque contemporaine. Elle permet de relativiser ce que les acteurs de chaque période considèrent comme des permanences ou des révolutions. Ainsi en est-il par exemple des transformations de la Belle Époque, qui apparaissent bien comme majeures comme le percevaient un certain nombre d'acteurs, mais qui sont nuancées par des différences sociales très fortes (p. 16). C'est dans le cadre de cette approche que les travaux de l'historienne américaine Rosalind Williams (*Dream Worlds*) sont relativisés⁴. Il faut dire que cette dernière s'intéressait précisément à la perception de certains acteurs face à une culture de consommation croissante dans les années 1900. Sans doute aurait-elle pu parler de « culture de consommation » plutôt que de « consommation de masse »,

⁴ Rosalind H. Williams, *Dream Worlds. Mass Consumption in Late Nineteenth-Century France*, Berkeley, University of California Press, 1982.

mais nous reconnaissons que la lecture de ce travail a pu secouer certaines idées reçues chez les historiennes et historiens français dont nous sommes, car elle relativisait indirectement la notion de retard français en matière de consommation.

L'approche de Jean-Claude Daumas propose une évolution d'ensemble, qui apparaît d'autant plus continue que les guerres ne sont volontairement pas traitées. En effet, précise l'auteur, « les deux guerres mondiales ne font pas l'objet d'une étude spécifique car il s'agit de périodes exceptionnelles qui n'ont pas eu de conséquences durables sur la structure des régimes de consommation » (note 41, p. 515). Il serait sans doute intéressant d'en savoir plus sur ce choix, qui n'est pas sans intérêt puisque l'auteur connaît par ailleurs très bien ces périodes de guerre.

Dans le cas français, l'évolution d'ensemble est incontestablement celle d'une longue marche, parfois entravée pendant une période, vers la société de consommation de masse. Celle-ci est vue comme un progrès indiscutable, à l'encontre d'une partie de l'historiographie s'attachant à écrire « une autre histoire des Trente Glorieuses⁵ ». Gare aux critiques qui ont émaillé cette évolution, en particulier les intellectuels des années 1970 pour qui l'auteur n'est pas tendre (comme Jean Baudrillard ou Henri Lefebvre) ! Il se réjouit quand disparaît, à la fin des années 1970, cette « littérature de dénonciation très aristocratique et condescendante » (p. 347)...

L'un des apports majeurs du livre est l'articulation de dimensions qui ne sont généralement pas traitées ensemble. Le logement y trouve par exemple toute sa place alors qu'il est généralement exclu des travaux sur la consommation. Cela peut être comparé au travail de Lizabeth Cohen qui intégrait dans *A Consumers' Republic* la transformation du paysage américain et la montée des banlieues résidentielles. La consommation alimentaire, la consommation de vêtements, les meubles de la maison ou encore les loisirs sont articulés. Cette vue d'ensemble est rare et précieuse. Ainsi l'auteur décrit-il la différence entre la France de 1940 et celle de 1973 en listant des objets et des pratiques qui sont généralement étudiés séparément. En 1940, écrit-il, on manque de tout : « Les choses doivent faire de l'usage, on achète à crédit chez l'épicier et le boulanger, on n'a pas l'eau chaude au robinet, les toilettes sont sur le palier ou dans la cour, on lave son linge à la main, on conserve les aliments dans un garde-manger ou une glacière, on écoute les journaux parlés sur un poste de radio à lampe (...) ». En 1973, le monde des choses paraît illimité : l'eau courante, le gaz et l'électricité, les WC intérieurs avec chasse d'eau et la salle de bain avec chauffe-eau, l'ascenseur et le vide-ordures, le réfrigérateur et le lave-linge, le Vélosolux et la voiture, le transistor et la télévision, etc. (p. 305-306). Derrière ces inventaires à la Prévert, on comprend que Jean-Claude Daumas mobilise (entre autres) l'histoire du logement, l'histoire économique et des techniques concernant les réseaux, le confort, la production et la distribution de biens durables. Ce travail peut être à cet égard comparé à celui de Frank Trentmann, qui insiste sur la question du confort – avec une dimension technique – dans ses dernières recherches.

Un autre apport de l'ouvrage est la prise en compte du monde rural et des paysans, à qui l'auteur consacre plusieurs chapitres. Or il s'agissait de l'un des angles morts de l'histoire de la consommation, qui s'est construite autour des transformations des

⁵ Voir par exemple Céline Pessis, Sezin Topçu et Christophe Bonneuil (dir.), *Une autre histoire des "Trente Glorieuses". Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La Découverte, 2013.

villes, par exemple des grands magasins. Même les travaux les plus récents et nouveaux (que l'on pense à Manuel Charpy ou Anaïs Albert) sont centrés sur les villes, voire sur le seul cas de Paris⁶. Or ici plusieurs chapitres sont consacrés aux modes de consommation dans les campagnes, qui évoluent moins vite que dans les villes, où l'auto-consommation reste plus longtemps présente⁷.

Si l'ouvrage est une synthèse extrêmement documentée et à jour, qui en fera l'ouvrage de référence sur la question pendant longtemps, il est aussi une réflexion indirecte sur les sources de l'histoire de la consommation. Là encore, les notes contiennent de nombreuses pépites. Certaines sources « classiques » sont revisitées, comme les monographies de Le Play, souvent comparées à d'autres archives ou travaux secondaires. Mais un certain nombre d'autres sources sont utilisées avec bonheur. Signalons notamment les manuels de savoir-vivre, les manuels d'économie domestique, ou bien les enquêtes des sociologues à partir des années 1950 (voir les pages savoureuses tirées des travaux de Paul-Henry Chombart de Lauwe, Henri Coing, Olivier Schwartz ou d'autres). Celles-ci portent surtout sur le monde ouvrier, la consommation dans le monde rural ayant été moins traitée par la sociologie et l'ethnographie. Signalons enfin un usage intéressant des enquêtes de l'INSEE dans les derniers chapitres.

La véritable question qui se pose à la fin de la lecture est la suivante : peut-on encore travailler sur l'histoire de la consommation en France et que reste-t-il à faire ? La volonté exhaustive de l'auteur laisse penser qu'il vaut mieux choisir un autre sujet d'études à partir d'aujourd'hui... Sans doute pourra-t-on toutefois discuter des sujets que l'auteur a choisis volontairement de laisser de côté. Ainsi l'État apparaît peu dans l'histoire, même si son ombre plane par exemple lorsque l'auteur évoque la régulation des prix (p. 322). Or il est certain que la montée de l'État social est à prendre en compte dans l'histoire des revenus à partir des Trente Glorieuses. De même, l'auteur s'intéresse peu aux associations de consommateurs et autres militants « dont le bilan est jugé mince » (p. 347-348). On pourrait argumenter que l'intérêt de mouvements sociaux – et parmi eux de femmes – pour la question de la consommation depuis le XIX^e siècle n'est pas tout à fait anodin, dans la mesure où il s'inscrit lui aussi dans la longue durée. Leur prise en compte permettrait sans doute de nuancer la vision acerbe de l'auteur au sujet des consommations alternatives ou des discours écologiques de la fin du XX^e siècle. Mais la piste qui nous semble la plus prometteuse – et qui est partagée par d'autres chercheuses et chercheurs – semble être celle de la relecture contextualisée des enquêtes diverses portant sur la consommation, dans une démarche d'histoire des sciences sociales. À cet égard, la liste des enquêtes utilisées dans *La Révolution matérielle* constitue un outil indispensable que nous n'avons pas fini d'utiliser.

⁶ Anaïs Albert, *Consommation de masse et consommation de classe. Une histoire sociale et culturelle du cycle de vie des objets dans les classes populaires parisiennes (des années 1880 aux années 1920)*, thèse de doctorat d'histoire, Université Paris I, 2014 ; Manuel Charpy, *Le théâtre des objets. Espaces privés, culture matérielle et identité bourgeoise. Paris, 1830-1914*, thèse de doctorat d'histoire, université François-Rabelais de Tours, 2010.

⁷ Nous nous permettons de signaler à cet égard une source complémentaire particulièrement riche : Lucien Bernot, René Blancart, *Nouvelle, un village français*, Paris, Institut d'ethnologie, Musée de l'Homme, Palais de Chaillot, 1953, réédité en 1995 avec des commentaires de Claude Lévi-Strauss et Françoise Zonabend (Éditions des Archives contemporaines).